

L'armée algérienne pourrait-elle jouer un rôle dans le dénouement de la crise politique et institutionnelle ?

Dans ce récent article paru dans *L'Afrique Réelle*, Bernard Lugan s'interroge à juste titre sur le rôle que l'armée algérienne sera sans doute poussée à jouer dans un proche avenir afin d'éviter le chaos que pourraient provoquer les élections présidentielles prévues dans deux ans en Algérie.



Abdelaziz Bouteflika, président de la République algérienne depuis 1999, a été victime d'une attaque cérébrale en 2013

La question mérite d'être posée alors que l'Algérie est à moins de deux ans des prochaines élections présidentielles lors desquelles le clan Bouteflika va jouer sa survie, et, parce que, dans le brouillard algérien, la seule insti-

« Dans le brouillard algérien, la seule institution encore solide est l'armée »

tution encore solide est l'armée. Aussi, de plus en plus nombreux sont ceux qui lui demandent, non pas de faire un coup d'État, mais de peser de tout son poids pour sortir de l'impasse politique en poussant le chef de l'État à démissionner pour organiser une élection présidentielle anticipée. À ces sollicitations de plus en plus insistantes, l'armée a officiellement répondu qu' « elle est soumise à ses obligations constitutionnelles ».

Dès l'indépendance, l'ALN¹, - intacte car basée en Tunisie et au Maroc et n'ayant donc pas

1/ Armée de libération nationale.

2/ Gouvernement provisoire de la République algérienne.

combattu -, imposa son candidat, Ahmed Ben Bella, contre ceux du GPRA² et des combattants de l'intérieur. Le 19 juin 1965, comme il tentait de se dégager de l'emprise militaire, il fut renversé par le colonel Boumediene qui le fit enfermer à Tamanrasset où il resta emprisonné durant seize années.

Avec Houari Boumediene, l'armée s'installa au pouvoir durant 13 années, de 1965 à 1978. Né en 1927 dans le Constantinois, son passé « militaire » dans la guerre contre la France se limitait à une opération de ravitaillement des maquis de l'ouest algérien menée en 1955 ; il passa le reste de la guerre dans les camps de l'ALN en Tunisie et au Maroc. Cet état de services limité ne l'empêcha pas de gravir tous les échelons du commandement, veillant avec un soin jaloux à ne pas se trouver impliqué dans les intrigues de clans agitant le milieu nationaliste algérien. En 1960 il fut nommé chef de l'état-major général qui venait d'être créé par le GPRA. Devenu le chef tout puissant de l'ALN, il transforma cette dernière en outil politique à sa disposi-

tion. Mort de maladie le 27 décembre 1977, le colonel Boumediene laissait un pays ruiné et corrompu.

Début 1978, l'armée lui désigna un successeur en la personne du colonel Chadli Bendjedid. Sans espoir, la jeunesse algérienne se tourna alors peu à peu vers les islamistes qui étaient les seuls à condamner l'insolence de la caste des privilégiés qui prospérait sur la misère du peuple. Le 4 octobre 1988, des émeutes de la misère éclatèrent dans tout le pays et l'armée tira dans la foule, faisant des centaines de morts. Pour lâcher du lest, le régime annonça une politique de libéralisation politique et la création du multipartisme.

Le courant islamiste s'enfonça alors dans la brèche politique qui s'ouvrait et s'organisa en parti, le FIS³ dirigé par Abassi Madani et Ali bel Hadj. Lors des élections municipales de 1990, il obtint un véritable triomphe avant de remporter le premier tour des élections législatives le 26 décembre 1991. Assuré d'obtenir la majorité absolue à l'issue du second tour, il allait être en mesure de transformer l'Algérie en république islamique.

L'armée réagit les 11 et 12 janvier en écartant

le président Bendjedid, en annulant les élections et en créant un haut comité d'État (HCE) de cinq membres dont la présidence fut confiée à Mohammed Boudiaf, un des chefs historiques du FLN⁴ qui vivait en exil au Maroc depuis 1965. Mohammed Boudiaf annonça une rupture avec les anciennes pratiques et une lutte totale contre la corruption et, après avoir joué son rôle de caution historique au coup de force politique de janvier 1992, il apparut comme un gêneur et fut assassiné par un sous-lieutenant des services de renseignements affecté depuis peu à la garde présidentielle.

Le colonel Ali Kafi fut alors coopté par le HCE, mais étant trop indépendant, au mois de janvier 1994, les plus hautes autorités militaires réunies dans une « conférence nationale de consensus » décidèrent de l'écartier et d'imposer le général Lamine Zeroual comme « président de l'État ». Le 31 janvier 1994, ce dernier entra en fonctions.

Avec lui, l'armée tenta deux politiques à la

3/ Front islamique du salut.

4/ Front de libération nationale.



L'armée nationale populaire est l'une des plus puissantes du continent africain



Ahmed Gaïd Salah

LIBRES PROPOS

fois : ouverture pluraliste et lutte contre les islamistes les plus irréductibles desquels elle réussira d'ailleurs à détacher les « modérés » du FIS. Le 16 novembre 1995, le général Zerroual remporta les élections présidentielles contre un candidat islamiste « officiel » et un candidat kabyle, gagnant ainsi une réelle légitimité populaire. N'ayant pas réussi à vaincre le terrorisme, et se trouvant dans une impasse politique, au début de l'année 1999, il décida de se retirer.

Le 15 avril 1999, après 34 ans de dictature militaire, et alors que le pays était dévasté par la guerre civile déclenchée par les islamistes, l'armée organisa le retour politique d'Abdelaziz Bouteflika en le faisant élire à la présidence de la République. Plusieurs fois réélu et alors qu'il se préparait à solliciter un quatrième mandat, au mois d'avril 2013, il fut victime d'une attaque cérébrale qui le laissa très gravement atteint. Lors des élections de 2014, le régime a sauvé sa tête en réussissant à faire élire un président impotent, muet et sourd, mais une telle farce acheva de discréditer l'État aux yeux de la population et d'aggraver encore davantage les fractures de la société algérienne.

« Comme à chaque fois que le pays se trouve dans l'impasse, la tentation de l'appel à l'armée se manifeste donc à nouveau »

Comme à chaque fois que le pays se trouve dans l'impasse, la tentation de l'appel à l'armée se manifeste donc à nouveau. D'autant plus que son chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, est réputé s'intéresser personnellement à la succession du président Bouteflika. Certes, mais l'armée algérienne



L'exportation des hydrocarbures représente 60 % du PIB de l'Algérie

n'est plus celle des premières décennies post-indépendance et cela, pour plusieurs raisons :

- 1) elle n'est plus monolithique et connaît désormais des fissures internes ;
- 2) elle ne constitue plus la base, le socle du régime, car elle a en partie été évincée de ce rôle par les oligarques ;
- 3) les nouvelles générations d'officiers n'ont pas connu la guerre d'indépendance et elles n'appartiennent pas aux clans de leurs aînés qui s'étaient partagés l'Algérie ;
- 4) depuis qu'il est au pouvoir, c'est-à-dire depuis 1999, craignant l'institution militaire, Abdelaziz Bouteflika a tout fait pour l'affaiblir et il importe à ce sujet de se remémorer les épisodes de deux évictions qui semblaient impossibles, à savoir celle du général Larbi Belkheir puis celle du chef du DRS⁵, le général Mohamed Mediène dit Toufik. L'équipe au pouvoir a donc épuré l'armée au profit du général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major et vice-ministre de la Défense.

Bernard LUGAN

Historien, spécialiste de l'Afrique

(Extraits de l'article paru dans L'Afrique réelle)

^{5/} Département du renseignement et de la sécurité.